

Rebattre les cartes de la politique française

Pablo Castaño Tierno

19 mai 2016

Article inédit pour le site de Ballast

Pourquoi François Hollande est-il devenu le meilleur allié de Marine Le Pen ? C'est la question que pose l'auteur, espagnol et membre de Podemos, lorsqu'il analyse la situation française et la montée du parti nationaliste. Fortes du concept de populisme porté par le théoricien argentin Ernesto Laclau, ces lignes appellent à la formation d'un mouvement progressiste capable de rompre avec le bipartisme libéral. ≡ Par Pablo Castaño Tierno



« Nous ne pourrions commencer à comprendre le fascisme que si nous le voyons comme une des possibilités internes propres à nos sociétés et non comme quelque chose qui est au dehors de toute explication rationnelle », écrit le théoricien argentin [Ernesto Laclau](#). Le vertigineux progrès du Front national s'est de nouveau manifesté lors de sa victoire aux élections régionales de décembre 2015. Bien que le parti d'extrême droite n'ait obtenu aucun gouvernement régional à cause du système d'élection à deux tours, une

peur de plus en plus intense s'est emparée d'une partie croissante de la société française. Celle-ci observe, stupéfaite, une force politique xénophobe – et considérée comme marginale il n'y a pas si longtemps – s'approcher du pouvoir. Le mouvement



contre la loi Travail et Nuit Debout ont bousculé l'inertie de la scène politique française, mais l'hégémonie de Marine Le Pen est loin de disparaître.

La gauche de la gauche française a commis deux erreurs (liées, en réalité) dans ses analyses du succès du FN. La première : l'établissement d'un parallélisme trop mécanique entre la situation sociopolitique actuelle et celle des années 1930, lorsque la dépression économique qui suivit le [krach de 1929](#) favorisa le triomphe du fascisme dans plusieurs pays européens. En extrapolant ce parallélisme, le débat politique est supposé à terme se réduire à un affrontement entre le fascisme (le FN) et la gauche radicale (en France, le Front de gauche – même si ce dernier bat à présent de l'aile) ; ce qui conduisit la coalition de gauche, dirigée jusqu'en 2014 par Jean-Luc Mélenchon, à la stratégie de l'affrontement direct avec le parti des Le Pen. Un bon exemple de l'échec de cette stratégie eut lieu en 2012, lorsque Mélenchon s'est « parachuté » à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, afin d'affronter Marine Le Pen – qui a obtenu [deux fois plus](#) de voix que le candidat de gauche. La seconde erreur de la gauche française est sa focalisation sur la situation socio-économique du pays, qui favorise – le progrès de l'extrême droite, transmettant l'idée que la crise économique et sociale déclenchée puis aggravée par les politiques néolibérales permet à elle seule d'expliquer la montée du FN. Si cette critique de l'austérité – appliquée avec le même enthousiasme par le Parti socialiste que par la droite – est parfaitement justifiée, le succès du FN ne s'explique pas seulement par cette dernière. Dans d'autres pays où la situation sociale est bien plus grave qu'en France (Grèce, Portugal, Espagne...), la gauche a progressé bien plus que l'extrême droite au cours des dernières années. Et bien que les ouvriers continuent d'être la classe qui s'oriente le plus vers le FN, le soutien au parti d'extrême droite a, depuis 2012, augmenté dans [toutes les catégories socioéconomiques](#) – y compris les moins touchées par la crise.

Ces analyses, portées par certains secteurs de la gauche, sont aveuglées par un excès de matérialisme, et négligent l'importance du politique, au sens strict du terme. Elles oublient que le succès du FN s'explique en grande partie par l'habileté politique de ses dirigeants et les limites stratégiques de leurs adversaires. Les idées du penseur post-marxiste Ernesto Laclau peuvent toutefois enrichir ces analyses – notamment son livre *La Raison populiste*, paru en 2005. Rappelons au passage que cet ouvrage constitue l'une des principales sources théoriques de la stratégie de Podemos.



REUTERS / Pascal Rossignol

Populisme et hégémonie

L'une des nouveautés théoriques les plus importantes de *La Raison populiste* est la construction d'un concept non péjoratif de « populisme », utile pour l'analyse politique. À rebours des usages habituels de ce terme, entendu comme synonyme de « démagogie » ou même d'« autoritarisme », Laclau propose de le définir comme une logique politique qui inclut, parmi d'autres, les éléments suivants : premièrement, l'unification d'une pluralité de demandes sociales dans une chaîne d'équivalences (en d'autres termes : des demandes différentes sont perçues comme étant équivalentes); deuxièmement, la division discursive (dans le champ du discours, de la parole) de la société en deux camps : un *eux* et un *nous*¹. Voyons comment ces éléments sont présents dans la stratégie du Front national. Marine Le Pen et les siens ont réussi à repérer dans la société française des demandes très différentes et sont parvenus à les regrouper dans un même discours politique : d'un côté, des demandes sociales comme la retraite à 60 ans, la lutte contre la pauvreté, la défense des services publics ou la protection de droits sociaux, tel l'accès au logement - notons que la solidité ou la crédibilité des propositions en réponse à ces demandes est secondaire dans la construction de leur discours - ; de l'autre, le sentiment croissant que la culture et la nation française sont en décadence, menacées par une supposée invasion de migrants et de réfugiés musulmans présentés comme des gens dangereux.

« Un(e) leader charismatique est nécessaire pour rassembler des gens qui ont été attirés par une offre politique faite de propositions disparates, voire contradictoires. »



Le *leadership* est un élément très important dans la construction d'un projet populiste comme celui du FN en ce qu'il permet de contrebalancer la tendance des demandes particulières à la désagrégation². Autrement dit, l'existence d'un(e) leader charismatique est nécessaire pour rassembler des gens qui ont été attirés par une offre politique faite de propositions disparates. Dès lors, Marine Le Pen n'est pas seulement une habile communicante ; elle est aussi un symbole fédérateur, capable d'assurer l'improbable unité de laïques et de catholiques, d'électeurs de couches populaires et de patrons. La construction d'une chaîne d'équivalences devient limpide : voyons, par exemple, ce discours qui compare l'effort prétendument démesuré de l'État français afin d'accueillir des réfugiés³ avec l'abandon douloureux de la population française : « *L'on met à disposition 77 300 places d'urgence, comme ça, du jour au lendemain, alors qu'il y a un million et demi de foyers français qui attendent un logement social, parfois depuis des années, qu'il y a, selon la Fondation Abbé Pierre, des millions de Français qui sont mal logés, ou d'ailleurs pas logés du tout. Eh bien moi, je suis la responsable politique qui dit que les Français ne doivent pas être les derniers servis*⁴. »

Cette puissante chaîne d'équivalences correspond à la division discursive de la société en deux camps : d'un côté, le peuple français, conçu comme majorité blanche et chrétienne, athée ou agnostique (la France est l'un des pays européens comptabilisant le plus grand pourcentage de population non religieuse) ; d'un autre côté, l'élite politico-économique qui impose les mesures d'austérité et consacre tous ses efforts à garantir le bien-être des migrants et des minorités ethniques, oubliant les besoins du « vrai » peuple français. Cette construction est, à l'évidence, totalement éloignée de la réalité : ce sont *précisément* les migrants et les Français qui appartiennent aux minorités ethniques qui subissent la pire situation sociale en France – mais la construction discursive marche tout de même... La division sociale établie par le FN expulse de la notion de « peuple français » les migrants, mais aussi les millions de Français de culture musulmane (et, dans la plupart des cas, arabes) : ils sont présentés comme des « assistés » qui « profitent » des allocations sociales. Ainsi, comme l'explique [René Monzat](#), expert de l'extrême droite française, l'islamophobie joue un rôle fondamental dans cette construction. Elle efface les grandes différences ethniques et culturelles qui existent au sein des musulmans (français comme migrants), en les considérant seulement comme « des musulmans ». « *L'islamophobie devient un facteur fédérateur du racisme et de la xénophobie* », note-t-il. D'ailleurs, « *L'islamophobie permet d'accroître la base sociale du soutien aux discriminations ou à l'apartheid : elle l'élargit à des milieux qui ne se sentent pas racistes et croient faire preuve de féminisme et d'esprit civique en soutenant des discriminations ; c'est en la matière un trait particulièrement marqué en France*⁵. ». Cela est étroitement lié à la conception de la

laïcité dominante en France.



(DR)

Laïcité et islamophobie

La laïcité est l'un des éléments fondateurs de la République française – au point d'avoir une importance politique plus grande que dans d'autres pays d'Europe occidentale. La séparation entre l'Église et l'État fut un processus commun à toutes les démocraties libérales occidentales mais, dans le cas français, cette séparation eut lieu très tôt, *via* la [loi de 1905](#) qui protège la liberté de culte et interdit que l'État finance les institutions religieuses. Tout cela ne pose pas le moindre problème. Mais la laïcité française a évolué, jusqu'à devenir une conception individualiste qui respecte la liberté de chacun d'appartenir à n'importe quel groupe culturel ou religieux à *condition* de faire abstraction de ladite appartenance dans l'espace public. L'obsession à l'endroit du foulard musulman et la violence endurée par les femmes qui le portent s'est encore récemment manifestée – à l'Assemblée nationale, cette fois. Latifa Ibn-Ziaten, mère de l'une des victimes du terroriste Mohamed Merah, fut [huée](#) lors d'un rassemblement sur la laïcité parce qu'elle portait un foulard. Une réaction unimaginable au Royaume-Uni ou au Canada où la vision dominante sur l'expression des appartenances religieuses dans l'espace public est historiquement plus ouverte qu'en France.

« L'islamophobie efface les grandes différences ethniques et culturelles qui existent au sein des musulmans. »

Cette conception agressive et répressive de la laïcité est liée à l'omniprésence, dans le



discours politique français, de la prétendue « menace communautariste ». Pour une partie importante de l'élite politique française, la République se trouve menacée par un « auto-enfermement » des communautés culturelles – en clair : la population arabe et musulmane. Le lien entre islamophobie et conception martiale de la laïcité est manifeste dans le discours du Premier ministre Manuel Valls, notamment lorsqu'il accuse le président de l'Observatoire de la laïcité, Jean-Louis Bianco, d'avoir signé un manifeste contre le terrorisme avec des organisations responsables de créer « *un climat nauséabond* » en France. Le manifeste – publié en réponse aux attentats de novembre dernier – valait pourtant par sa condamnation, émanant de personnalités de sphères différentes (dont des leaders religieux musulmans et juifs), de l'attaque terroriste. L'islamophobie n'est pas une nouveauté, mais les attaques terroristes ont favorisé ce genre de « *racisme acceptable* », comme le qualifie le sociologue Marwan Mohamed. Les actions islamophobes *se sont multipliées par trois* l'année dernière en France. La liste inclut des agressions contre des musulmans, des profanations de mosquées, des insultes envers des femmes voilées et des manifestations violentes dans un quartier populaire d'Ajaccio, en Corse, aux cris de « *Les Arabes dehors !* »

Pourquoi la politique du gouvernement Hollande-Valls favorise le FN

Les attaques parisiennes de novembre 2015 ont été utilisées par le président François Hollande et son Premier ministre, Manuel Valls, afin d'imposer l'état d'urgence – toujours en vigueur. Durant le mois qui suivit l'attentat, la police a effectué *2 700 perquisitions* de domiciles, assigné à résidence 360 personnes et arrêté 334 autres : tout cela sans le moindre mandat judiciaire. « *Ce ne sont pas des gens qui sont inquiétés dans des affaires judiciaires* », a reconnu *le directeur de cabinet* d'une préfecture : cette persécution systématique de la population musulmane s'ajoute aux contrôles au faciès quotidiens (pratique raciste que le Parti socialiste avait pourtant promis de combattre lorsqu'il arriva au pouvoir). Le chiffre des procédures antiterroristes initiées suite à ce vaste coup de filet est moins impressionnant : deux. L'État d'urgence a en outre été utilisé par le gouvernement afin de réprimer les mouvements sociaux, interdisant les manifestations pour « raisons de sécurité » (COP 21 comprise), tandis qu'il autorisait la célébration d'événements tout aussi massifs et exposés à de possibles attentats, comme les compétitions sportives et les marchés de Noël. Le tournant autoritaire du gouvernement au lendemain des attentats peut être interprété comme une tentative désespérée de donner une image de fermeté – avec les régionales de décembre 2015 en perspective. Un échec. Ne parlons même pas du projet, abandonné, de déchéance de la nationalité – le Front national avait cette proposition dans son programme. Marine Le



Pen put ainsi déclarer : « *Le FN a un programme réaliste et sérieux qui est même source d'inspiration pour François Hollande*⁶. » On ne saurait trouver meilleur exemple : la politique du gouvernement bénéficie au Front national en ce qu'il normalise des idées et des politiques jusqu'alors considérées comme antidémocratiques par le sens commun (un travail de banalisation déjà entamé par Nicolas Sarkozy au cours de sa présidence). Une heureuse distraction menée par un Parti socialiste austéritaire.



(AFP)

Les triomphes électoraux successifs de Marine Le Pen ont provoqué, chez les deux grands partis, de fréquents appels à construire un « barrage républicain ». Au second tour des régionales, cette stratégie s'est traduite par le retrait de plusieurs candidats socialistes, qui appelèrent leurs électeurs à voter à droite afin d'éviter toute victoire frontiste. Le « barrage républicain » correspond parfaitement à la description donnée par Laclau de la réaction typique des forces politiques traditionnelles face à l'irruption d'un projet populiste : « *Les forces qui ont construit leur antagonisme sur un terrain précis montrent leur solidarité secrète quand ce terrain est remis en question. C'est comme la réaction de deux joueurs d'échecs envers quelqu'un qui donne un coup de pied dans l'échiquier*⁷. » Si l'on suit l'analyse du journaliste Serge Halimi, du *Monde diplomatique*, on pourrait expliquer la dérive actuelle du PS par la confluence entre l'idéologie autoritaire et xénophobe de Valls et « *le calcul électoral du président de la République, désireux de balayer tout héritage de gauche pour disputer l'année prochaine aux dirigeants de droite le rôle de candidat d'une grande nébuleuse « modérée », « républicaine ». Lequel serait automatiquement élu au second tour de la présidentielle, puisque seul rival du Front national*⁸. » Cette « stratégie Hollande » présente au moins trois problèmes : 1) Il est le président le plus impopulaire de la V^e République et ne gagnera jamais les élections contre un puissant candidat de la droite. 2) Hollande et Valls sont en train de réaliser ce que Le Pen attend au plus haut point : offrir un scénario



politique dans lequel ne resteraient que deux options, un front républicain (centre gauche et centre droite) face au Front national. Le fait que François Hollande applique exactement la même politique économique que la droite ne fait que renforcer cette construction dichotomique – qui recoupe en tout point la division élite/peuple sur laquelle le FN œuvre avec force succès. 3) Rien n'assure à Hollande une victoire électorale s'il se trouve confronté à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle de 2017, au regard de la tendance ascendante de l'extrême droite et de la chute libre de la popularité d'Hollande comme de son parti.

Des raisons d'espérer

« Dans les périodes de crise, les conversions radicales et les changements soudains dans l'opinion publique sont [...] extrêmement fréquents. »

La lecture de Laclau est utile pour comprendre certains aspects du succès du FN, mais il propose aussi certains éléments porteurs d'espoir. Lorsqu'une société souffre d'une situation *« d'anomie radicale, le besoin d'ordre devient plus important que l'ordre ontique qui permet de la dépasser⁹ »*. Cela signifie, dit plus simplement, que dans des époques comme celle que la France traverse, marquées par la délégitimation des institutions politiques et des partis traditionnels, un grand nombre de citoyens – soumis à la peur, la dépression et l'aggravation de leurs conditions de vie – s'avère à ce point désireux de trouver un projet politique qui leur garantit un nouvel ordre social que l'existence de ce nouveau projet devient plus important que son contenu. L'intégralité des électeurs du FN n'est aussi raciste et autoritaire que Marine Le Pen mais le parti d'extrême droite a réussi à se placer comme la seule force politique la plus capable de proposer une alternative séduisante à la décourageante situation présente.

La bonne nouvelle est que nombre de celles et ceux qui votent FN (sans omettre, bien sûr, les 50 % d'abstention aux dernières élections régionales) pourraient se sentir attirés par une proposition politique inédite, capable de se présenter comme une alternative à l'impasse de l'austérité autant qu'à la dystopie nationaliste de Le Pen – Laclau affirme ainsi que, dans les périodes de crise, *« les conversions radicales et les changements soudains dans l'opinion publique sont [...] extrêmement fréquents¹⁰ »*. On ne saurait toutefois imaginer la renaissance des partis traditionnels du système politique français. Le seul espoir de mettre un terme à cette situation calamiteuse résiderait dans l'apparition d'un projet électoral audacieux, qui ne se limiterait pas à ressasser la « méchanceté » du FN (la condamnation morale ayant en fait l'effet de renforcer la



détermination des votants du parti), ni à gloser sur des « principes républicains » qui n'émeuvent guère plus personne. Au contraire, il s'agirait de proposer à l'ensemble de la société française (et non seulement à ceux qui se considèrent « de gauche ») un programme politique progressiste et représentant une réelle rupture de l'ordre actuel, doté d'une stratégie intelligente qui briserait les inerties traditionnelles de la gauche – celles qui lui ont empêché, jusqu'à présent, d'occuper l'espace politique ouvert par la trahison du gouvernement Hollande. C'est sans doute le pari de Jean-Luc Mélenchon – mais il n'est pas évident, aujourd'hui, que sa candidature puisse réussir à occuper le vide laissé par un Parti socialiste moribond. Peut-être reste-t-il Nuit Debout, futur vivier de candidats prompts à rebattre les cartes ?

NOTES

1. Ernesto Laclau, *La razón populista*, Fondo de Cultura Económica de España 2005, p. 102.
2. *Ibid*, p. 130.
3. La France est l'un des pays européens qui a accueilli le moins de réfugiés (<http://www.franceinter.fr/emission-lenquete-la-france-boudee-par-les-refugies-syriens>)
4. Serge Halimi, « Le Front national verrouille l'ordre social », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.
5. Anatomie du Front national. Entretien avec René Monzat, *Contretemps*, 22/01/2016.
6. Serge Halimi, art.cit.
7. Ernesto Laclau, p. 177.
8. Serge Halimi, art. cit.
9. Ernesto Laclau, p. 116.
10. *Ibid.*, p. 167.

Photographie de bannière : *Musik und Truppen vor dem Bundeshaus während des Landesstreiks* (DR)

Portrait : E. Laclau (DR)
